

L'an deux mille quinze et le quatorze décembre, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 2015

Date de convocation : 8 décembre 2015

Affiché le : 18 décembre 2015

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 53

Nombre de votants : 60

Nombre d'absents excusés : 3

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC
Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc
REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis
ADOLPHE - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Yvette GUIOU – Joël
BOTREAU – Pauline DREANO - Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Gérard
ROLLAND - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY -
Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Marie-Véronique
THOMAS DE MALEVILLE – Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan :
Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Éric UGHETTO) Lafare : Jean-
Paul ANRES La Roque Alric : procuration La Roque sur Pernes : procuration Le Barroux :
Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne
MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan: Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER –
Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier: Gilles VÈVE – Michèle
PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron :
André AIELLO Sarrians: Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN -
Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque :
Éric FERRARO (suppléant de Gaby BEZERT).

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD a donné procuration à Luc
REYNARD – Christiane MARCHELLO-NIZIA a donné procuration à Yvette GUIOU – Karine
GUEZ a donné procuration à Bernard BOSSAN – Francis JULLIEN a donné procuration à Ghislain
GRICOURT – Joseph BERNHARDT a donné procuration à Bernard CHARRASSE – Bénédicte
MARTIN a donné procuration à Dominique BODON – Roselyne SULTANA a donné procuration à
Aimé NAVELLO.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET – Hervé de LÉPINAU – Julien AUBERT.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Guy GIRARD

Délibération n°187-15

Direction des Ressources et moyens – Service des Ressources humaines

Objet : Modification du tableau des effectifs

Conseil de Communauté de la CoVe du 14 décembre 2015

Délibération n°187-15

Direction des Ressources et moyens – Service des Ressources humaines

Objet : Modification du tableau des effectifs

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2010-241 du 10 mars 2010 instaurant le service civique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2010-485 du 12 mai 2010 et l'instruction ASC-2010-01 du 24 juin 2010 relatifs au service civique,

Vu la délibération du Conseil de communauté de la CoVe n°155-10 13 décembre 2010 portant dispositif de gestion des temps de travail, ainsi que ses avenants n°21-11 du 18 avril 2011 et n°92-13 du 24 juin 2013,

Vu la délibération du Conseil de communauté de la CoVe n°144-13 du 4 novembre 2013 portant dispositif indemnitaire, ainsi que son avenant n°206/14 du 13 octobre 2014,

Vu l'avis du comité technique du 2 avril 2015,

Considérant que pour nommer des agents proposés à l'avancement de grade dans le cadre des CAP, il est opportun de créer les postes d'avancement correspondants, soit : 1 poste d'attaché principal, 1 poste de rédacteur principal de 2^{ème} classe, 4 postes d'adjoint administratifs de 1^{ère} classe, 1 poste d'administratif principal de 1^{ère} classe, 3 postes d'adjoint technique de 1^{ère} classe, 2 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe, 3 postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe, 1 poste d'auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe, 1 poste d'éducateur principal de jeunes enfants, 1 poste de puéricultrice hors classe,

Considérant que suite au transfert de la gestion de l'aire des gens du voyage au Syndicat intercommunal des aires des gens du voyage (SIAGV), organisme spécialisé dans ce secteur d'activité, il convient de procéder à la suppression des 2 postes d'adjoint technique de 2^{ème} classe affectés à ce service,

Considérant que l'absence d'agents, pour des motifs autres que ceux expressément prévus par l'article 3-1 de la loi 84-53, compromet la continuité du service ; qu'en conséquence, il convient d'autoriser le recours à des agents non titulaires pour accroissement temporaire d'activité,

Considérant que, suite à des départs à la retraite ou changements d'affectation d'agents, des postes peuvent rester temporairement vacants dans l'attente du recrutement de fonctionnaires ; que cette situation compromet la continuité du service ; qu'en conséquence, il convient d'autoriser le recours à des agents non titulaires pour accroissement temporaire d'activité,

Considérant qu'il est opportun pour faire face à des besoins ponctuels pouvant survenir au sein des services au cours de l'année 2016, sans qu'il soit possible de les anticiper, d'autoriser le recours à des emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité,

Considérant qu'en conséquence, il convient d'autoriser le recours à 53 emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité (48 relevant de la catégorie C, 2 relevant des catégories C ou B, 1 relevant de la catégorie B et 2 relevant de la catégorie A).

Considérant que pour satisfaire aux besoins du service et donner une opportunité à des personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi, il est opportun de recourir à trois contrats de droit privé (C.A.E ou emplois d'avenir) pour assurer les fonctions de secrétaire (1 emploi) et de médiateur du tri (2 emplois),

Acquitté en PREFECTURE le 18/12/2015

Considérant qu'il est nécessaire de faire appel à un emploi administratif non permanent pour faire face, durant deux mois, à l'accroissement saisonnier de l'activité du service Culture et Patrimoine, lié à l'organisation de la manifestation culturelle « Visites en scène »,

Considérant qu'il est nécessaire de faire appel à un emploi administratif non permanent pour faire face, durant une période maximale de quatre mois, à l'accroissement saisonnier de l'activité du marché-gare,

Considérant qu'il est nécessaire de faire appel à un emploi technique non permanent pour faire face, durant une période maximale de quatre mois, à l'accroissement saisonnier de l'activité du Département Voirie, lié à l'organisation du débroussaillage,

Considérant qu'il est nécessaire de faire appel, au sein de la cellule Collecte des déchets, à trois emplois non permanents, durant une période maximale de 6 mois, pour faire face à l'accroissement saisonnier d'activité lié à la période touristique,

Considérant que le service civique est un dispositif qui peut répondre aux finalités de projets intercommunaux par le développement d'actions complémentaires d'intérêt général, il convient de mettre en place ce dispositif au sein de la CoVe à compter du 1^{er} janvier 2016 et d'autoriser l'accueil de 2 volontaires.

Considérant qu'il est nécessaire de renouveler, pour l'année 2016, l'autorisation de recourir à des emplois de vacataires, pour faire face à des besoins ponctuels, sans caractère de continuité,

Après en avoir délibéré, par un vote à la majorité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE CRÉER, les emplois suivants :

- 1 poste d'attaché principal,
- 1 poste de rédacteur principal de 2^{ème} classe,
- 4 postes d'adjoint administratif de 1^{ère} classe,
- 1 poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe,
- 3 postes d'adjoint technique de 1^{ère} classe,
- 2 postes d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe,
- 3 postes d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe,
- 1 poste d'auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe,
- 1 poste d'éducateur principal de jeunes enfants,
- 1 poste de puéricultrice hors classe.

Article 2 : DE SUPPRIMER 2 emplois d'adjoint technique de 2^{ème} classe.

Article 3 : D'AUTORISER, pour l'année 2016, le recours à cinquante-trois contrats, conclus sur le fondement du 1^o de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, pour une durée maximale de 12 mois, (48 relevant de la catégorie C, 2 relevant des catégories C ou B, 1 relevant de la catégorie B et 2 relevant de la catégorie A).

Article 4 : D'AUTORISER, le recours à trois contrats à durée déterminée de droit privé (soit des emplois d'avenir d'une durée maximale de 3 ans, non renouvelable, soit des C.A.E d'une durée maximale de 1 an, renouvelable une fois) pour assurer les fonctions de secrétaire (1 emploi) et de médiateur du tri (2 emplois).

Article 4-1 : DE FIXER la rémunération au niveau du SMIC.

Article 4-2 : D'AUTORISER le Président de la CoVe à signer les conventions, documents d'engagement et de suivi, ainsi que les demandes d'aide financière relatives à ces trois contrats.

Article 5 : D'AUTORISER le recours, au sein du service Culture et Patrimoine, à un contrat d'adjoint administratif de 2^{ème} classe, conclu sur le fondement du 2^o de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984.

Article 6 : D'AUTORISER le recours, au sein du service Développement économique, à un contrat d'adjoint administratif de 2^{ème} classe, conclu sur le fondement du 2° de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984.

Article 7 : D'AUTORISER le recours, au sein du département Voirie, à un contrat relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques, conclu sur le fondement du 2° de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984.

Article 8 : D'AUTORISER le recours, au sein de la cellule Collecte des déchets, à trois contrats relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques, conclus sur le fondement du 2° de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984.

Article 9 : D'AUTORISER, à compter du 1^{er} janvier 2016, la mise en place du dispositif du service civique au sein de la CoVe et le recours à deux volontaires.

Article 9-1 : D'AUTORISER le Président à demander les agréments nécessaires.

Article 9-2 : D'AUTORISER le Président de la CoVe à signer les contrats d'engagement de service civique avec les volontaires.

Article 10 : D'AUTORISER le recours à des emplois vacataires :

- 13 guides conférenciers pour le service Tourisme, payés 20,68 € bruts de l'heure,
- 3 éducateurs sportifs pour le service Actions éducatives, payés 15 € bruts de l'heure,
- 3 pigistes au service Communication, payés 10 € bruts de l'heure pour la conception et la rédaction de différents articles,
- 3 médecins pour les crèches, rémunérés 50 € bruts de l'heure,
- 1 vacataire ayant des compétences de formateur-consultant pour réaliser une mission d'appui à la conduite des changements organisationnels, rémunéré 112,75 € bruts de l'heure,
- 1 vacataire auxiliaire de vie professionnelle rémunéré 15 € bruts par heure. Cet emploi pourra donner lieu à un remboursement partiel du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

Transmis en Préfecture le : **18 DEC. 2015**

Publication par affichage le : **18 DEC. 2015**

Exécutoire le : **18 DEC. 2015**

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président

Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.